

PROPOS INSULTANTS DU MINISTRE MAROCAIN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Alger ne répondra pas

Les autorités algériennes ne devraient pas réagir officiellement aux propos tenus par le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération. Alger ne souhaite pas accorder d'importance à une déclaration rapportée par la presse.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Alger ne devrait pas répondre à la nouvelle provocation marocaine. Le ministère algérien des Affaires étrangères semble opter pour le mépris suite aux déclarations du chef de la diplomatie marocaine, Salaheddine Mezouar. Jeudi, face aux membres d'une commission parlementaire, le ministre marocain avait qualifié de «méthode minable» la gestion de l'Algérie du dossier du Sahara occidental.

«L'Algérie utilise tous les moyens financiers et logistiques pour contrecarrer les

efforts du Maroc visant à trouver une résolution. La dernière chose a été (la désignation de) cet envoyé spécial de l'Union africaine. Quand on voit les tentatives du régime algérien pour contrer nos efforts, nous constatons que les méthodes utilisées sont vraiment minables», ont rapporté plusieurs médias marocains et étrangers, dont l'AFP. «Notre conflit aujourd'hui n'est pas avec le Polisario mais avec l'Algérie», a insisté le ministre marocain. Une source proche du ministère algérien des Affaires étrangères a expliqué



Salaheddine Mezouar, ministre marocain des Affaires étrangères.

que le refus de répondre se base sur l'absence de preuves concrètes. En effet, selon un cadre de ce département, les autorités algériennes refusent de réagir se basant uniquement

«sur des écrits de presse». Une réponse officielle doit être formulée sur la base d'une déclaration officielle. Et dans le cas précis, il semble que ce ne soit pas le cas. Alger ne souhai-

te pas tomber dans un piège tendu par la presse marocaine et étrangère accréditée à Rabat. Cette fois-ci, Alger aurait décidé d'utiliser l'arme du mépris face aux attaques de son voisin. Le Maroc a toujours eu une attitude belliciste vis-à-vis de l'Algérie.

Le 1^{er} novembre 2013, un Marocain membre d'une organisation de la «jeunesse royaliste» a pénétré par effraction dans l'enceinte du consulat d'Algérie à Casablanca et a arraché l'emblème national. La scène s'est déroulée en présence de la police, restée impassible durant la violation de l'enceinte consulaire. Cette affaire avait provoqué une nette détérioration des relations entre Alger et Rabat.

T. H.

IL INTERVIENDRA LE JOUR DE LA SIGNATURE D'UN ACCORD MILITAIRE FRANCO-MALIEN

Lamamra propose une reprise du dialogue inclusif le 16 juillet

Le ministre des Affaires étrangères a proposé, jeudi, qu'Alger accueille le 16 juillet une nouvelle phase du dialogue inclusif inter-malien. Cette reprise des négociations interviendra le jour de la signature d'un accord militaire entre Paris et Bamako.

Les négociations entre le gouvernement malien et les organisations rebelles de l'Azawad devraient reprendre le 16 juillet. L'annonce a été faite, mercredi, par Ramtane Lamamra. «Nous proposons de lancer la phase initiale du dialogue inclusif intermalien le 16 juillet à Alger en présence des ministres de pays de la région», a annoncé le ministre des Affaires étrangères en marge d'une rencontre à Ouagadougou avec le président burkinabé, Blaise Compaoré.

Le Burkina Faso et l'Algérie sont les pays de la sous-région du Sahel les plus impliqués dans la résolution de la crise



Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères.

malienne. «La stabilité et la sécurité du Mali sont indissociables de celles de nos deux pays», a déclaré à ce titre le ministre algérien.

Ramtane Lamamra s'est ensuite rendu à Accra afin de participer, en qualité d'invité, aux travaux de la 45^e session ordinaire du sommet des chefs

d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Dans son intervention, il sera encore question de la situation au Mali. «L'Algérie a conduit des efforts soutenus, persévérants et méritoires en vue du lancement du dialogue intermalien inclusif. Il n'y a dans l'esprit de tout un chacun ici aucune contradiction entre les efforts déployés par la Cedeao, à travers son médiateur le président burkinabé, Blaise Compaoré, et les efforts du Président malien Ibrahim Boubacar Keita qui a demandé personnellement au Président Abdelaziz Bouteflika, le soutien de l'Algérie le 18 juin dernier», a souligné Lamamra.

Sur initiative d'Alger, une nouvelle phase du règlement du conflit entre le gouvernement malien et les organisations rebelles de l'Azawad débutera donc le 16 juillet. Il s'agira en outre de négocier une feuille de route et certaines

mesures de confiance. Chaque partie aura à élaborer et présenter une série de propositions afin de préparer la phase 2.

Cette phase s'annonce capitale puisque les négociations porteront alors sur le fond du problème : le statut politique et juridique de l'Azawad avec l'instauration ou non d'une autonomie pour cette région. Mais voilà, au moment où Alger tente de trouver des solutions pour la résolution de cette crise, Bamako et Paris s'apprêtent à signer un accord de coopération militaire. Une signature prévue le 16 mai.

Cet accord permettra d'officialiser la présence de l'armée française sur le sol malien. Aussi évoque-t-on avec insistance l'installation d'une base militaire française au Nord-Mali, dans la région de Tessalit. Les forces françaises seraient à quelques kilomètres seulement du territoire algérien. Il n'est pas certain qu'Alger accepte avec facilité une telle option.

T. H.

NOUVELLE CONSTITUTION

Le texte fin prêt début 2015, selon Ksentini

Le processus devant donner naissance à l'adoption d'une constitution modifiée prendra fin d'ici la fin de l'année en cours. Une estimation faite hier par Farouk Ksentini qui n'est pas favorable à la voie référendaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La nouvelle mouture de la Constitution pourrait être prête d'ici le début de l'année prochaine. C'est le président de la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme qui en faisait l'annonce hier au forum du quotidien DK News car estimant que la

vitesse de croisière avait été atteinte et que la synthèse de toutes les propositions formulées lors des consultations ne saurait prendre beaucoup de temps.

Ksentini table sur un texte consensuel qui, dit-il, permettra d'emporter la plus large adhésion possible. Il ne privilégie cependant pas la voie référen-

taire pour l'adoption de la nouvelle mouture car ne la jugeant «pas nécessaire».

Ksentini a dit hier regretter l'absence de l'opposition à ces consultations car, dit-il, il existe au sein de l'opposition «des personnes de qualité» qu'il aurait souhaité prendre part aux consultations mais, dit-il, leur absence ne pouvait en aucun cas compromettre le processus de révision de la Constitution. Un texte dans lequel Ksentini souhaite voir entériner les principes

de la réconciliation nationale.

Le président de la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme plaide pour une amnistie générale même s'il précise que cette décision est du ressort exclusif du président de la République.

Ksentini estime que ce processus est inéluctable car les pays ayant vécu une tragédie similaire à celle dont a souffert l'Algérie finissent par opter pour l'amnistie et que l'Algérie

ne saurait faire exception en la matière.

Autre certitude de Ksentini, la liberté de culte sera garantie par la nouvelle Constitution. Actualité oblige, le président de la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'Homme a évoqué les troubles qui secouent la ville de Ghardaïa, estimant que ce qui s'y passait était «grave» d'autant, dit-il, que les choses prennent «une tournure religieuse».

N. I.